

Climat-Énergie : la France doit se donner les moyens - Avis sur les projets de SNBC et de PPE

Déclaration du groupe de l'UNSA

C'est un avis particulièrement dense et argumenté qui nous est soumis aujourd'hui. Il s'inscrit dans le travail conduit sur ces questions de transition énergétique par le CESE déjà depuis quelques temps. L'UNSA salue la qualité de ce travail d'analyse de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) dans le cadre de la seconde période de programmation de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC). La pertinence des analyses appuyées sur de nombreux éléments chiffrés ainsi que sur des sources diverses permet de croiser les informations, de repérer les imprécisions et de pointer les omissions.

Avec cet avis, le CESE joue pleinement son rôle en contribuant à une analyse critique des projets gouvernementaux. C'est d'autant plus important qu'il s'agit rien de moins que de traiter la façon dont notre pays prend sa part dans le contexte de l'urgence climatique, où cette question des projections et trajectoires et de leur respect devient crucial. Car c'est bien dans la maîtrise raisonnée et la diversification des sources d'énergie que se trouve une partie importante des réponses.

Au-delà des données chiffrées indispensables, la richesse de cet avis réside dans son approche systémique et donc dans l'analyse des multiples impacts de cette transition qu'ils soient industriels, économiques, environnementaux, sociaux ou même d'indépendance nationale par exemple...

Ainsi à propos de la question de la rénovation des logements, qui est pourtant un élément important dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'avis pointe que les ambitions et les moyens ne sont pas à la hauteur des enjeux y compris des enjeux sociaux qui permettrait à des millions de personnes de sortir enfin de la précarité ou de la vulnérabilité énergétique.

Concernant la mobilité, si l'objectif d'une décarbonation quasi-totale des transports est fixée à 2050, force est de constater que c'est le principal secteur d'activité où aucune baisse significative des émissions n'a été enregistré jusqu'ici et la question de la CCE (Contribution climat énergie) qui s'est invitée dans le débat public reste suspendue à des décisions politiques.

De même, l'avis souligne l'impact de ces mutations sur l'emploi et les nécessaires reconversions et requalification des salariés touchés par les restructurations industrielles. La PPE porte visiblement peu d'attention alors que les efforts financiers et humains de formation initiale et continue vont devoir être conséquents tout comme les investissements et le soutien à la recherche et au développement.

Logement, mobilité, emploi : voilà trois secteurs impactés par ces évolutions. Autant de sujets sociaux sensibles tant ils touchent au quotidien de nos concitoyens et pourraient accroître les

difficultés des plus fragiles. Une des forces de cet avis est de les mettre précisément en exergue.
L'UNSA a voté l'avis.